

Le Sud-Est asiatique, *champ clos* *des rivalités Est-Ouest*

Peu de régions ont autant subi les méfaits des rivalités impérialistes et les conséquences néfastes de la guerre froide que les territoires de l'ex-Indochine française. Après l'invasion des Japonais en 1945 et la reconquête Franco-Britannique, les populations de ces pays durent endurer sept ans de « guerre d'Indochine ». La division, avec la création du Royaume du Laos et la séparation du Vietnam en deux états antagonistes, et l'intervention des principales puissances étrangères dans cette partie du monde (U.R.S.S., Chine et Etats-Unis) furent les principales conséquences de la durée du conflit. En particulier, l'intérêt américain pour cette région fut brusquement allumé à cette occasion : d'où cette politique d'anticommunisme virulent, la création de l'O.T.A.S.E. (Organisation du Traité de l'Atlantique du Sud-Est), la rupture des accords de Genève (1954) avec l'intervention U.S.A. au Laos, l'importance de l'aide militaire et l'appui accordé au régime fasciste de M. Diem au Sud-Vietnam. D'où aussi la rupture de l'équilibre international laborieusement établi lors des négociations de 1954 et par conséquent l'intervention directe des communistes.

Plus que le Cambodge, le Laos et le Sud-Vietnam sont sortis profondément meurtris de la « guerre d'Indochine », et subissent aujourd'hui les conséquences de l'affrontement des deux blocs.

Ce sont justement ces deux pays qui font aujourd'hui l'objet essentiel de l'attention internationale : le Laos d'abord, puisqu'il est le motif officiel de la réunion de la « Conférence des 14 » qui vient de débiter ses travaux à Genève ; le Vietnam ensuite, car son problème sera sous-jacent à toutes les discussions qui se dérouleront à cette occasion, en attendant de faire l'objet d'une nouvelle conférence internationale.

C'est pourquoi, alors que débute la Conférence de Genève qui doit marquer profondément le sort de ces pays et dont la portée dépasse singulièrement le seul Royaume du Laos pour influencer en fait l'avenir de tout le Sud-Est asiatique, il nous est apparu important de faire le point sur le Cambodge, le Laos et le Sud-Vietnam.

CAMBODGE :

Une neutralité menacée

DANS la région troublée du Sud-Est asiatique, le Cambodge apparaît — pour combien de temps encore ? — comme une sorte de Suisse, un havre de calme et de paix : il bénéficie d'un gouvernement stable, animé par un leader national jeune, énergique, et populaire; il ne connaît pas de graves dissensions internes, il a su entretenir de bonnes relations avec les grands de ce monde, l'URSS, la Chine aussi bien que la France. Le

Cambodge est sans doute un pays sous-développé mais la misère y est moins horrible qu'en Inde ou en Indonésie parce que sa population est essentiellement rurale : la seule concentration urbaine de quelque importance est la capitale : Pnom Penh (500.000 habitants, sur 5 millions de Cambodgiens) Bref, le peuple cambodgien devrait être heureux et n'avoir pas d'histoire. Malheureusement, le Cambodge n'est pas une île, il est entouré de voisins agres-

sifs, qui bien souvent l'ont déjà tourmenté au cours des siècles passés et paraissent tout à fait capables de continuer à menacer son indépendance et son existence.

Le 9 mars 1945, le coup de force de l'armée d'occupation japonaise contre l'administration coloniale française en Indochine entraîna la proclamation de l'indépendance totale du Cambodge: Quelques mois plus tard, les troupes françaises sont de retour et le Cambodge reçoit alors le statut d'Etat associé. Il ne recouvrera son indépendance qu'en octobre 1953.

La guerre d'Indochine n'a pas eu au Cambodge l'âpreté qui l'a caractérisée tant au Laos qu'au Vietnam. Sans doute une guérilla constante fut entretenue par les « **Khmers Issarak** » (Khmers libres). Mais, ce mouvement ne sut jamais s'organiser: ce titre ambitieux ne recouvrit en fait qu'une <...>. Afin de remédier à cette carence, le Viet-Minh tenta dès 1950 d'implanter au Cambodge un parti communiste capable de mener le combat contre le roi et contre la France, ou tout au moins un mouvement progressiste analogue au Pathet Lao du Laos. Mais l'opération, réussie au Laos, échoua au Cambodge. Le « gouvernement cambodgien de la Résistance » créé par le Viet Minh et placé sous la direction de **Son Ngoc Thanh**, le Premier ministre imposé par les Japonais en 1945, ne fut reconnu que par la République démocratique du Viet Nam. A la conférence de Genève, il tenta d'obtenir que le Cambodge soit comme le Vietnam, partagé en deux zones dont l'une lui serait confiée, mais Cette revendication ne fut soutenue ni par l'URSS ni par la Chine. Le gouvernement cambodgien refusa d'avoir le moindre contact avec ce régime fantomatique, et le bloc communiste s'inclina: en moins de deux mois, toute l'armature administrative du Vietminh au Cambodge disparut.

Le Vietnam est un des deux ennemis héréditaires de la nation khmère; sous l'apparence du communisme, la grande majorité des Cambodgiens ont vu une nouvelle tentative des envahisseurs et des oppresseurs traditionnels de leur peuple, et ils se sont resserrés autour de leurs institutions et de leur chef.

Dieu-Roi, fin diplomate et socialiste, Norodom Sihanouk

Celui-ci, le Prince **Norodom Sihanouk**, est un des hommes d'Etat les plus remarquables qu'ait produit l'Asie moderne. C'est

en grande partie à son habileté et à son énergie que le Cambodge doit d'avoir été épargné par la guerre et d'avoir obtenu pacifiquement son indépendance. Le prince Sihanouk fut un moment Roi du Cambodge, puis il abdiqua en faveur de ses parents pour prendre en mains la direction effective du pays, après une expérience malheureuse de monarchie parlementaire. **Norodom Sihanouk** déclare le système parlementaire inapplicable aux pays sous-développés en raison du manque de maturité politique et du retard économique qui les caractérise. **Il se prononce pour un socialisme** qu'il définit par le rapprochement des classes sociales et la juste répartition des richesses du pays. Le socialisme est en fait un empirisme qui concilie une théorie monarchique du Dieu-Roi avec le système du Parti Unique, le développement des entreprises d'Etat avec l'appel insistant aux capitaux et aux experts étrangers le tout enrobé dans une philosophie bouddhique.

Le pouvoir du Prince **Norodom Sihanouk** s'appuie sur un parti largement dominant, la **Communauté Socialiste Populaire**, qui rassemble toute les couches sociales et où l'appareil de l'Etat recrute l'essentiel de ses cadres. Le gouvernement cambodgien tolère l'existence légale d'un parti communiste. Mais celui-ci, le **Pracheachon** n'a ni chefs ni troupes. Les communistes les mieux formés tentent de s'infiltrer dans le Parti gouvernemental — mais la vigilance du Prince Sihanouk est rarement en défaut — et le parti communiste, toujours soupçonné d'être une créature des Vietnamiens, n'a aucune chance de s'implanter dans les masses populaires. Ajoutons qu'au Cambodge, les paysans sont pour la plupart, des petits propriétaires, ce qui rend difficile l'agitation agraire. Au total, le prince Sihanouk ne rencontre que deux oppositions réelles: **l'opposition conservatrice des bonzes encore très puissants au Cambodge, et l'opposition révolutionnaire des étudiants et d'une fraction de l'intelligentsia**. Mais, si le prince évite jusqu'à présent, d'affronter ces deux adversaires en un conflit ouvert, son pouvoir ne semble pas, par ailleurs sérieusement menacé par eux.

Une économie fragile

Dans le domaine économique, le développement du Cambodge est lent et difficile. Le revenu national par habitant est inférieur à 100 dollars par an. Si la surface cultivée en riz a légèrement augmenté de 1948 à 1958, le rendement a en revanche baissé, et la production globale reste stagnante. Des efforts d'organisa-

tion rurale ont été accomplis, inspirés tant par les coopératives israéliennes ou yougoslaves que par les communes populaires chinoises. En ce qui concerne l'industrialisation, elle repose principalement sur l'aide étrangère. Le Cambodge a mis en vigueur un **statut des entreprises étrangères** qui leur impose soit une importante participation cambodgienne au capital, soit des restrictions sur le rapatriement des bénéfices. Par ailleurs au titre de l'aide publique, le Cambodge a reçu ces dernières années une moyenne annuelle de 40 millions de dollars.

Cette aide provient pour une part de la France — qui a établi une chaîne de montage de camionnettes 2 CV. à Pnom-Penh et construit le port national du Cambodge.

Ainsi les Cambodgiens ont pu se passer du port de Saïgon, jusqu'alors intermédiaire obligé entre le Cambodge et le monde extérieur, que le régime de **Diem** ouvrait ou fermait à volonté au commerce cambodgien, selon les pressions qu'il désirait exercer sur la politique du prince Sihanouk. Mais elle vient aussi de l'URSS qui a construit à Pnom-Penh un magnifique hôpital.

C'est en effet une des originalités du Cambodge que d'être et de se vouloir un pays non pas neutraliste, mais neutre. Les accords de Genève ont interdit au Cambodge d'adhérer à un pacte militaire, quel qu'il soit ; ce statut de type suisse, le Prince Sihanouk met tous ses efforts à le conserver. S'il a réprimé sans faiblesse un complot para-communiste monté en 1959 par **Son Ngoc Thanh**, s'il a imposé d'office la nationalité cambodgienne à tous les Chinois résidant au Cambodge, il entretient en revanche d'excellentes relations avec la Chine populaire, ce qui lui permet d'être à l'abri des tentatives de pénétration que le Vietminh réussit si bien au Laos et au Sud Vietnam. De même, les liens économiques et culturels entre

le Cambodge et la France sont restés étroits. C'est de la Thaïlande et du Sud-Vietnam que sont venus jusqu'à présent les plus graves menaces pour le Cambodge.

L'étai

Ces deux pays ont tout au long de leur histoire essayé d'écraser le Cambodge et de se partager son territoire. Cette ambition séculaire se traduit aujourd'hui en termes stratégie de la guerre froide. Les régimes pro-américains qui détiennent le pouvoir à Saïgon et à Bangkok ne cessent de présenter à leur puissant protecteur l'image d'un Cambodge miné par la subversion communiste, espérant obtenir ainsi la complaisance des USA à l'égard de leurs projets d'annexion. Cet espoir n'a pas toujours été déçu : en 1959, Norodom Sihanouk triompha de justesse du complot pro-américain du général **Mochulpich**, qui avait l'appui à peine caché de M. **Ngo Dinh Diem**.

L'issue de la crise laotienne, qui entraînera sans doute un renforcement notable des éléments communistes au Laos, rendra par contre-coup la situation plus difficile au prince Sihanouk. Vietnamiens et Thaïlandais seront de plus en plus tentés de ruiner l'indépendance cambodgienne, et il est à craindre que les USA soient de plus en plus disposés à favoriser leurs entreprises. Le Cambodge sera isolé entre ses ennemis, communistes au Nord, proaméricains à l'Est et à l'Ouest ; les pays qui l'appuient, l'Inde, la France sont loin ; dans ces conditions, que le loup soit communiste ou pro-occidental, le prince Sihanouk risque d'être à brève échéance la chèvre de M. Seguin. Le tranquille et pacifique Cambodge va connaître des heures difficiles.

Bernard FRESNEAU

SUD-VIETNAM :

Entre Diem et Ho-Chi-Minh

CE sera moi ou le communisme» se plaît à répéter le Président Diem. Mieux vaudrait dire : « Après moi le communisme » car la dictature de type fasciste installée à Saïgon et soutenue par Washington a si bien fait le « lit du communisme » que les Sud-Vietnamiens ne se donnent plus qu'une ou deux années pour

voir arriver l'oncle Ho Chi-Minh : subversion communiste généralisée dans les campagnes, économie paralysée, mécontentement populaire, tels sont les résultats locaux d'un régime honni de tous, mais qui n'en reçoit pas moins le soutien de l'Occident en tant que « dernier rattachement au communisme ».

Le Vietminh dans les campagnes

Pour l'ancien d'Indochine, celui qui a connu, fin 1953, la pire période du Corps Expéditionnaire, le plus frappant est l'analogie avec la situation actuelle. Les campagnes et même les alentours de Saïgon, ne sont plus sûrs. On ne peut plus quitter la capitale sans escorte et il a fallu protéger, au moyen de canons, le passage du vice-président **Johnson** lors de sa visite la semaine dernière. Les vieilles tours de garde inventées par les Français pour surveiller les routes ont repris du service. Pourtant, en 1954, après les accords de Genève, le Vietminh avait ramené ses cadres dans le Nord. Mais, en l'espace de sept ans, devant la corruption de l'administration et les mesures totalitaires de la famille installée au pouvoir, il est revenu, auréolé de ses victoires, exploiter les erreurs du régime. Depuis février 1960, appuyé par les débris des sectes religieuses rejetées dans l'opposition armée à la suite de l'épreuve de force engagée par **Diem** à leur encontre, il a reconstitué les Unités capables de tenir des batailles rangées contre les forces de l'ordre. Ses hommes, les **Viet-Cong**, se cachent le jour et gouvernent la nuit. Pendant que les paysans vont aux travaux forcés dans les Agrovilles créées par le gouvernement pour mieux les contrôler, les Viet-Cong font leurs récoltes et rangent leurs grains. Alors que Diem s'entoure d'hommes du Nord et du Centre choisis parmi les réfugiés les plus anti-communistes, les Viet-Cong font appel à des cadres locaux dans un pays où le régionalisme a beaucoup d'importance. Face à la subversion communiste qui s'infiltré dans tous les villages, Diem et ses conseillers militaires américains ont équipé une armée de 150.000 hommes en fonction d'une éventuelle attaque rangée sur le 17° parallèle. A l'attentat, la persuasion et la menace, à l'endoctrinement politique, à la guerre révolutionnaire, l'armée répond à coups de canon ou avec ses tanks.

Partout, des terres en friche

L'insécurité régnant, l'économie s'en trouve paralysée. Dans les rizières, les paysans ne cultivent plus que le strict nécessaire à la consommation familiale, sachant que le reste leur sera confisqué soit par les « rebelles », soit par les autorités. Si bien que le delta du Mékong, dont la production en riz peut suffire à nourrir toute la péninsule indochinoise, ne répond même plus aux besoins de ses habitants, à tel point que le Sud-Vietnam est devenu impor-

tateur de riz.

Pourtant en l'espace de six ans, les Etats-Unis ont investi plus de 1.200 millions de dollars dans ce pays. Aucun de leurs protégés ne leur coûte aussi cher. Mais, à vrai dire, les trois quarts de cette aide sont militaires. Le reste sert à combler le déficit chronique de la balance extérieure et à entretenir une classe accrochée par tous les moyens à ses privilèges et corrompue jusqu'au bout des ongles. Si les voitures américaines circulent à Saïgon, le « **Nha-Que** » va toujours pieds-nus.

Mécontentement populaire et répression

L'incapacité de ce régime à rétablir la prospérité et la sécurité promises a provoqué un vif mécontentement populaire. Accueilli comme un sauveur en 1954, **Diem** est maintenant honni de tous. Se refusant à partager le pouvoir, il essaie de cacher, au moyen d'élections truquées et d'un faux parlementarisme, une véritable dictature fasciste. Les intellectuels lui reprochent de n'avoir pas rempli son contrat en favorisant par son attitude le retour des communistes. Quant aux masses, elles sont presque résolues à accepter n'importe quoi plutôt que de subir le joug « diémiste ». Déjà en 1960, et avec l'appui de certains agents américains, des membres de l'opposition libérale avaient eu le courage de se faire les porte-parole de l'opinion auprès du Président. Depuis, on ne sait ce qu'ils sont devenus. D'ailleurs, près de **30.000 détenus politiques, pour la plupart non-communistes, remplissent les camps de concentration**. A l'aide du parti **CAN-LAO-NHAN-VI**, et de ses 70.000 membres secrets, **Diem et son frère Ngo-Dinh-Luyen**, l'éminence grise du régime, mènent la « chasse aux sorcières ». S'abstenir aux élections ou, a fortiori, voter contre le candidat officiel, est motif d'internement. En supprimant l'opposition non-communiste, le régime actuel laisse le champ libre au communisme car les possibilités de rechange sont de plus en plus rares.

En novembre dernier, le régime a reçu un sérieux coup de semonce. Des éléments de l'armée, son soutien le plus fidèle, sont allés assiéger le palais de la Présidence. La révolte des colonels était une réaction de colère face aux méthodes du régime et, au rôle qu'on leur fait jouer. Si le coup a échoué, l'armée n'en a pas moins perdu sa « virginité », avancent certains, et il serait possible qu'une nouvelle opération se fasse sous l'impulsion d'un « **Cong-Le Vietnamien** ». Mais cette fois-ci, le « Comité Ré-

volutionnaire» ne se proclamerait peut-être plus anticommuniste, mais neutraliste.

Vers l'internationalisation du conflit

La situation militaire a tellement évolué ces derniers mois en faveur des **Viet-Cong**, qu'on ne voit guère d'autre issue à la guerre civile que dans une négociation entre belligérants. Peut-être eût-il été possible, il y a quelques temps encore, d'arrêter les combats en expulsant **Diem** et toute la clique qui le sert. Le conflit ne s'arrêtera que par une négociation entre le Nord et le Sud dans laquelle le Nord sera en position de force et pourra exiger un désengagement du Sud vis-à-vis de l'Occident.

Les Américains, quant à eux, continuent à soutenir Diem. N'ayant pu obtenir un élargissement du gouvernement, ils préférèrent ce cheval boiteux à l'aventure. Comme ils l'ont fait avec Phoumi au Laos, ils soutiennent Diem jusqu'au jour où il leur faudra accepter la discussion avec les « rebelles ».

Ceux-ci ont constitué dernièrement sur place un **Front populaire, au programme neutraliste**. Parallèlement, les délégations communistes à la conférence de Genève sur le Laos se préparent à y soulever la question du Sud-Vietnam dans cadre d'une neutralisation du Sud-Est asiatique appuyée, bien entendu par les participants neutralistes. En réponse les Etats-Unis brandissent la menace de l'O.T.A.S.E. et de leur VI^e flotte.

Or, la solution du conflit n'est pas militaire, mais politique : « À soutenir ce régime impopulaire, nous perdrons à l'avance » écrivait dernièrement l'éditorialiste américain **Walter Lippmann**.

Il faudrait donc qu'un gouvernement susceptible de gagner la confiance des masses, s'installe à Saïgon. L'opposition, actuellement en exil, si elle est divisée et affaiblie ne manque pas d'hommes de valeur certains même originaires du Sud. Plutôt que de les décourager, l'Occident devrait les aider dans leurs efforts pour rétablir au Sud-Vietnam un régime populaire, très proche de celui du Cambodge et peut-être du Laos. Hanoï ne serait pas mécontente pour sa part de reprendre contact avec un Sud-Vietnam où elle sait que les Américains feront l'impossible pour empêcher le communisme, et de connaître ainsi, au-delà de raisons sentimentales, une ouverture autre que chinoise.

Tout concorde donc au désengagement du Sud-Vietnam. L'attitude américaine du moment recule une telle solution, pourtant la seule réaliste. Mieux vaudrait l'accepter quand il en est encore temps.

J.-C. B.

Les « Forces -Libres» du Vietnam

Le mouvement « Forces Libres du Vietnam », qui publie chaque mois un bulletin intitulé « Pour le Vietnam », vient de rédiger un « Mémoire sur la situation actuelle du Sud Vietnam ».

Ce mémoire doit être adressé à la Conférence de Genève. Nous sommes en mesure d'en publier certains passages, avant qu'il en soit rendu compte officiellement :

Les résultats obtenus au Sud après sept ans d'anticommunisme virulent, ajoutés à la neutralisation actuelle du Laos, incitent à une révision de la politique inter-zone entre le Nord et le Sud Vietnam.

Certes, aussi longtemps que le Nord reste intégré au bloc communiste, il est difficile pour le Sud de pratiquer seul et de manière unilatérale la politique de non-engagement. Force est alors d'attendre la réunification du pays : les instances du Vietnam réunifié diront si la nation devrait ou non vivre en dehors de tout bloc.

De même, sans une complète réciprocité de la part du Nord, il est impossible pour le Sud de « coexister » en admettant des communistes au sein de son gouvernement et en accordant, sur son territoire, liberté de propagande et d'action au Parti communiste.

Mais dès à présent, une politique de non-agression et de non-immixtion peut et doit être recherchée, accompagnée d'une trêve de polémique et de propagande sur tous les sujets susceptibles d'accroître la tension et les discordes entre les deux zones. Comme couronnement à cette politique, certains échanges commerciaux pourraient être envisagés entre le Nord et le Sud, ainsi que l'admission simultanée des deux Vietnam à l'O.N.U.

LAOS: Vers la fin d'un combat fratricide ?

QUEL contraste entre l'exigüité du territoire laotien, peuple d'à peine trois millions d'habitants, le pacifisme légendaire de ses populations, et la violence des passions qu'il a suscitées, et suscite encore aujourd'hui, et qui le placent depuis plusieurs mois au premier rang de la scène internationale. En fait, tout concorde à en faire l'un des terrains de prédilection de la guerre froide : la stabilité interne du royaume est fonction de la tension entre les deux blocs. C'est pourquoi la Conférence réunie actuellement à Genève à son sujet et dont l'amorce est si difficile, permettra de juger des bonnes intentions de l'Est et de l'Ouest.

Une neutralité toujours combattue

Les Accords de Genève de 1954 cantonnaient le Laos dans un statut de semi-neutralité : sur le plan international, en lui interdisant toute alliance militaire avec l'étranger ; sur le plan interne, en intégrant le **Pathet-Lao**, qui avait combattu les Français aux côtés du **Vietminh**. Seule, la France conservait une mission militaire chargée de former les cadres d'une armée réduite.

En 1954 et 1958, ces accords reçurent un début d'application sous la direction du gouvernement neutraliste du Prince **Souvanna Phouma**. Le Pathet-Lao fut effectivement intégré. Les difficultés apparurent lorsque les Américains crurent à l'intérêt stratégique du Laos dans leur lutte anti-communiste, appuyés en cela par l'O.T.A.S.E. et le Sud-Vietnam, et bénéficiant d'une certaine carence française. Souvanna Phouma démissionnait en 1958. **Au Laos neutraliste, se substituait un Laos pro-américain.**

La révolte du capitaine Cong-Le

Dès ce moment, les colonels américains — en civil — affluèrent. L'aide américaine, pour les trois-quarts militaire, s'accrut. Pour la seule année 1960, 34 millions de dollars furent accordés, dont 10 millions seulement en aide économique. Le Laos devint le pays le plus cher

par tête d'habitant au trésor U.S. Dès lors, la corruption s'intensifiait dans tous les secteurs de l'administration. L'économie laotienne subit le contre-coup du gonflement du secteur militaire. Le Laos cessa d'exporter jusqu'à son riz.

De plus, face au **Pathet-Lao** retourné pour la « nième » fois depuis 1946 dans la clandestinité, les forces armées du général Phoumi, « l'homme fort » imposé par Washington, perdaient peu à peu le contrôle de la situation.

Devant ce gâchis, dégoûtés par la corruption installée par les Américains, face au combat sans issue qu'on leur faisait poursuivre contre le Pathet-Lao, les parachutistes, fer de lance de l'armée, animés par le capitaine Cong-Lé, prirent Vientiane le 9 avril 1960. Le capitaine Cong-Lé, révolté dans ses sentiments nationalistes et à l'origine sans idéologie politique, constitua un **comité révolutionnaire** qui fit appel à **Souvanna Phouma** pour reprendre la seule politique viable au Laos, à savoir : **réintégrer le Pathet-Lao et reprendra la politique de neutralité** de 1955. Le gouvernement Souvanna Phouma fut légalement investi par une Assemblée Nationale qui avait pourtant été élue lorsque Phoumi et ses conseillers américains étaient au pouvoir.

Le sabotage U.S. continue

La riposte ne se fit pas attendre avec la création à Savannakhet dans le Sud du pays, d'un comité contre-révolutionnaire dirigé par **Boun Oum**, prince féodal de la région, et l'éternel Phoumi, comité soutenu et armé par les Etats-Unis et la Thaïlande. Les principaux cadres de l'armée laotienne, installés grâce à l'aide américaine, rallièrent le camp Phoumi. Pendant ce temps, les Thaïlandais bloquaient Vientiane (qui se trouve sur la frontière des deux pays) où Souvanna Phouma ne pouvait compter que sur la fidélité des parachutistes de Cong-Lé. En décembre, la capitale tombait aux mains des « phoumistes » et le gouvernement Boun Oum recevait l'investiture du Roi. Savang-Vathana depuis toujours hostile à Souvanna Phouma. Entre temps, le prince neutraliste avait dû faire appel à l'U.R.S.S. qui, par l'intermédiaire de

Hanoï, constituait un pont aérien fournissant les troupes de Cong-Lé et du Pathet Lao et cela sans interruption jusqu'à ces jours derniers. Souvanna Phouma se réfugiait à Phnom-Penh tandis que de part et d'autre, on assistait à une course aux armements. L'avantage de ce combat fratricide tourna en faveur des troupes fidèles à Souvanna Phouma et au Pathet Lao. Depuis le mois de mars environ, les troupes phoumistes, enfermées dans les grands centres, sont sur la défensive.

La nécessité d'un règlement international

Devant ce recul des forces phoumistes, des pressions furent faites pour que l'OTASE, organisation militaire créée par Foster Dulles pour la lutte contre le communisme, intervienne directement, absurdité que seule la modération de la France et des Britanniques put empêcher. **L'OTASE en vint même à demander la neutralité du Laos**, se rangeant ainsi derrière le prince Sihanouk qui demandait, depuis le mois de janvier 1961, la réunion d'une « Conférence des 14 » pour régler le conflit. Cette reculade de Washington coïncidait avec l'accession de la nouvelle administration au pouvoir. Elle montre que l'Occident, dans son ensemble, a enfin admis l'idée d'un Laos neutre.

Malgré l'hostilité première des USA, une concession a été faite par l'Occident : sa participation à une nouvelle conférence de Genève, proposée par le Cambodge neutre et constamment relancée par les communistes.

La nouvelle conférence de Genève

Si l'on ne peut actuellement rien dire de ses possibilités, la Conférence de Genève contient en elle-même des éléments nouveaux sur le plan des relations Est-Ouest.

D'abord, c'est la première fois qu'une conférence internationale est réunie pour discuter du

sort d'un pays « protégé » par les USA. Il s'agit donc là d'une victoire diplomatique de l'URSS et de la Chine.

D'autre part, c'est aussi la première fois, depuis 1954, que les Etats-Unis acceptent de siéger à côté de la Chine de Pékin. Le fait est important, car c'est en grande partie de l'évolution des rapports sino-américains que dépendent le déroulement de la conférence, le règlement du problème laotien, et d'une façon plus générale, l'avenir du Sud-Est asiatique dans son ensemble. A ce sujet, il faut d'ailleurs remarquer que l'URSS, en prenant l'initiative d'intervenir directement dans le conflit, a maintenu à l'écart la Chine populaire, de manière à ne pas gêner sa rentrée sur la scène internationale et à préserver les chances d'un règlement du problème laotien. Enfin, cette conférence permettra de juger de l'état des relations sino-indiennes, quelque peu tendues ces temps derniers.

Ce qui paraît sûr, c'est que les communistes, et probablement les neutralistes, ont l'intention de déborder du seul cadre laotien, en proposant la neutralisation du Sud-Est Asiatique. Ce à quoi les Occidentaux s'opposeront. Il n'en reste pas moins que le problème du Sud-Vietnam sera posé.

J.-C BASTIA